

Communiqué de l'Adrise « Non à la fermeture de la déchetterie de Bazet »

La nouvelle s'est répandue comme une trainée de poudre : le Symat a décidé de fermer la déchetterie de Bazet. Il argue, pour cela, de l'absence de toilettes et de douches et de l'impossibilité d'agrandir le site pour accueillir des bennes supplémentaires afin de satisfaire aux nouvelles exigences du tri des déchets. Cette décision est d'autant plus mal perçue par la population qu'elle fait suite à une augmentation des taxes de collecte des ordures ménagères avec la mise en œuvre de la taxe incitative et la réduction du nombre de jours de collecte. Alors que tout est mis en place pour optimiser le tri à la source par les particuliers et réduire ainsi les volumes et les coûts de traitement, le Symat diminue le nombre de points d'apport volontaire des déchets : une parfaite hérésie qui va générer de plus en plus de dépôts sauvages. Le site de Bazet fonctionne à la grande satisfaction de ses usagers et constitue une complémentarité aux autres déchetteries de Bordères et Aureilhan qui sont sur fréquentées et qui devraient, en cas de fermeture, absorber ce flux supplémentaire d'usagers. Une solution qui ne satisferait donc personne. Les habitants de Bazet, Bours, Chis, Aurensan, Gayan, Sarniguet, Lagarde, Oursbelille, Orleix, Bordères, Aureilhan sont donc vent debout et s'unissent pour une action commune contre cette décision. Pour cela, une pétition citoyenne a été mise en ligne sur le site www.petitionenligne.net en tapant « Non à la fermeture de la déchetterie de Bazet » mais aussi dans les commerces et les mairies des villages concernés afin de recueillir le plus grand nombre de signatures. Le maire de Bazet a fait part de son opposition à la fermeture et s'associe à la démarche. L'association Adrise qui milite pour la préservation de l'environnement et la biodiversité a décidé de soutenir l'initiative citoyenne et annonce sa volonté de mettre en œuvre tous ses moyens pour que des solutions soient trouvées afin de préserver la déchetterie de Bazet.

La présidente de l'Adrise